

L'embellie économique française se confirme

Net rebond de la production industrielle en mars, réduction du déficit commercial... la conjoncture s'améliore.

LE MONDE ECONOMIE | 10.05.2017 à 10h53 • Mis à jour le 10.05.2017 à 11h30 | Par [Audrey Tonnelier](#)

Le propos aura du mal à convaincre les ouvriers de Whirlpool à Amiens, menacés de perdre leur emploi, ou les électeurs qui ont voté pour la candidate du Front national le 7 mai. Et pourtant : le nouveau président Emmanuel Macron, qui prendra ses fonctions dimanche 14 mai, trouvera, à son arrivée à l'Élysée, une situation économique plus favorable que son prédécesseur François Hollande cinq ans plus tôt.

Lire aussi : [Le tournant de la reprise](#)

Le produit intérieur brut (PIB) devrait ainsi croître de 0,5 % au deuxième trimestre 2017, a estimé la Banque de France, mardi 9 mai. Une prévision conforme à celle de l'Insee, après une progression de 0,3 % sur les trois premiers mois de l'année. De sorte que l'Hexagone devrait retrouver « *un rythme [de croissance] comparable à celui de ses voisins, après trois années de croissance plus faible que celle de la zone euro* », indiquait l'Insee en mars.

La précision de la Banque de France s'appuie notamment sur la bonne performance du secteur industriel. « *En avril, la production industrielle [a] accéléré. Les livraisons ainsi que les commandes sont plus dynamiques. (...) Selon les chefs d'entreprise, la production continuerait de croître en mai* », a précisé l'institution monétaire, sur la base des réponses à ses enquêtes d'opinion. De son côté, l'Insee a fait état, mercredi 10 mai, d'un net rebond de la production industrielle en mars : elle a augmenté de 2 % alors qu'elle avait reculé de 1,7 % le mois précédent.

Contraste avec la situation de 2012

Par ailleurs, le déficit commercial, talon d'Achille de l'économie hexagonale, s'est réduit en mars, à 5,4 milliards d'euros, ont annoncé, mercredi, les douanes. Et ce, grâce au repli des approvisionnements en énergie, qui ont bénéficié d'une « *moindre tension sur les prix* », et à un regain des exportations de produits industriels.

Cette éclaircie contraste avec la situation de 2012. A l'époque, « *la croissance était proche de 0 % [+ 0,2 % sur l'ensemble de l'année] sans donner de signaux d'une reprise rapide. Les pays partenaires de l'économie française au sein de la zone euro étaient dans une situation difficile : l'Italie et l'Espagne étaient en récession, et l'Allemagne avait une croissance réduite. Les marges de manœuvre pour François Hollande étaient réduites* », rappelle dans une note Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis AM.

En cinq ans, la conjoncture extérieure favorable (pétrole et taux bas, euro faible) et les mesures de politique économique du gouvernement Hollande (crédit d'impôt compétitivité emploi, dispositif fiscal de suramortissement...) ont permis d'abaisser le coût du travail, de regonfler les marges des entreprises et de réenclencher la dynamique d'investissement, préalable à une reprise des embauches.

Une année de reprise modeste

Mais les faiblesses de l'économie françaises demeurent. Le taux de chômage devrait encore

atteindre 9,5 % en métropole à mi-2017, la réduction du déficit public reste hypothétique et les entreprises peinent à améliorer le solde commercial. Sur douze mois, le déficit commercial cumulé « atteint 55,6 milliards contre 48,4 milliards pour l'année 2016 et 45,2 milliards en 2015 », ont rappelé les douanes, mercredi.

Pas de quoi pavoiser, donc. Fidèle à elle-même, la France se prépare plutôt à une année de reprise modeste. La dynamique devrait légèrement accélérer par rapport à la performance décevante de 2016 (+ 1,1 %), mais la machine tricolore demeure vulnérable à tout choc ou à-coup conjoncturel. A fin mars, l'acquis de croissance – c'est-à-dire la progression annuelle du PIB si la croissance était nulle sur les neuf mois suivants – s'établissait à 0,7 %. Il faudrait donc 0,5 % de hausse sur chacun des trois derniers trimestres de l'année pour atteindre l'objectif de croissance sur laquelle le gouvernement sortant a basé son budget : + 1,5 % en 2017. L'Insee ne donne pas encore de prévision sur l'ensemble de l'année. La Banque de France, elle, prévoit une croissance de 1,3 % en 2017, tandis que la Commission européenne table sur 1,4 %.

Lire aussi : [Les entreprises françaises prévoient 150 000 embauches de plus qu'en 2016](#)

Dans ce contexte, Emmanuel Macron ne bénéficiera d'aucun état de grâce. L'attitude de Bruxelles face à la trajectoire du déficit public, les résistances sociales face aux réformes du marché du travail et les éventuels trous d'air conjoncturels que lui réservera l'année 2017 constituent autant de chausse-trapes pour le prochain locataire de l'Elysée.

- [Audrey Tonnelier](#)
Journaliste au Monde

Les entreprises françaises prévoient 150 000 embauches de plus qu'en 2016

Selon une enquête de Pôle emploi auprès de 1,7 million de sociétés, 1,976 million de recrutements sont prévus en 2017, en hausse de 8,2 % par rapport à 2016.

LE MONDE ECONOMIE | 19.04.2017 à 11h34 • Mis à jour le 20.04.2017 à 06h39 | Par [Sarah Belouezzane](#)

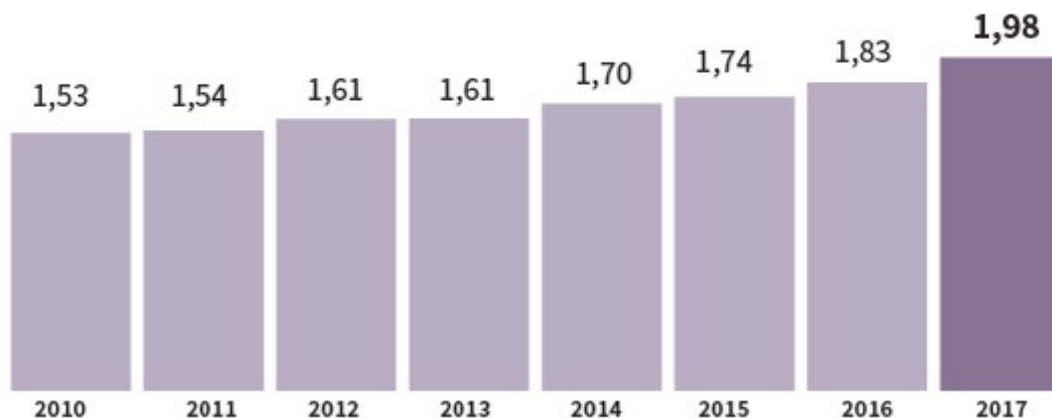


Après les services, la construction est le deuxième secteur en termes de recrutements potentiels (24 %). ERIC CABANIS / AFP

C'est une sorte de tableau impressionniste. Voilà déjà plusieurs mois que les indicateurs économiques brossent, les uns après les autres, le portrait d'une France en meilleure santé. L'enquête annuelle en besoins de main-d'œuvre des employeurs français pour 2017, menée par Pôle emploi et rendue publique mercredi 19 avril, est le dernier de ces coups de pinceau. Selon l'étude

réalisée à la fin de 2016, les entreprises françaises envisagent de recruter 1,976 million de personnes cette année. Soit 150 000 projets d'embauches de plus qu'en 2016, une augmentation de 8,2 %.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS D'EMBAUCHES EN FRANCE EN MILLIONS



« C'est la meilleure performance depuis 2002 », relève Stéphane Ducatez, responsable des statistiques de Pôle emploi. D'après l'organisme public, qui a mené cette étude auprès de 1,7 million d'entreprises, cette évolution « s'explique par la hausse du nombre d'établissements prévoyant d'embaucher : 22,4 % déclarent avoir l'intention de recruter en 2017 contre 20,5 % en 2016, soit 1,9 point de plus ».

Signe que la situation de l'Hexagone s'améliore par petites touches, 57,5 % de ces emplois potentiels sont considérés « durables », à savoir en CDI et en CDD de plus de six mois. Soit une augmentation de 1,2 point par rapport à 2016.

« Surcroît ou nouvelle activité »

Lire aussi : [Chômage : augmentation en décembre, mais baisse sur l'ensemble de 2016](#)

Dans le détail, le nombre de contrats à durée indéterminée, le Graal pour les salariés français, car la seule véritable situation qui permet, par exemple, de louer un appartement ou de réaliser un crédit foncier, progresse de presque 3 points dans les intentions d'embauches. Il passe ainsi de 35,9 % en 2016 à 38,4 % en 2017. Des chiffres qui peuvent paraître dérisoires, mais qui comptent dans une économie à la croissance plus poussive (1,1 % en 2016) que celle du reste des pays de la zone euro (1,7 %).

« On observe une forte dynamique chez les petites et très petites entreprises »

La raison de ces recrutements potentiels est un autre bon signal. Dans deux tiers des cas, il s'agit, selon M. Ducatez, « d'un surcroît ou d'une nouvelle activité » – ponctuels ou durables. Le dernier tiers relève principalement du remplacement de salariés démissionnaires ou partis à la retraite. Pour autant, cela ne signifie pas que l'économie française pourrait créer près de deux millions d'emplois supplémentaires en 2017. Le chiffre rendu public par Pôle emploi concerne uniquement les intentions d'embauches, il ne s'agit pas du solde de tous les postes créés et détruits, comme le calcule l'Insee tous les ans (+ 182 700 pour 2016).